

Avant-propos

« *There is no alternative* » : voilà ce qu'affirmait Thatcher il y a quelques années, entendant par là qu'il n'y a pas d'autre choix possible que le capitalisme néolibéral. Et pourtant... les alternatives fleurissent un peu partout à travers le monde : des mouvements se créent, des initiatives se mettent en place pour encourager d'autres options pour la vie en société. Dans cette analyse en quatre parties, Vanessa Della Piana, formatrice permanente au Cefoc, s'intéresse à plusieurs expériences qui « créent du neuf » pour initier un changement social. Elles ont en commun de partir de lieux de fractures, là où des personnes subissent de plein fouet les effets du système néolibéral.

Les trois premiers volets ont développé des initiatives comme celles du Squat 123 à Bruxelles, de la maison de quartier La Rochelle à Charleroi ou encore de la société coopérative Brillo à Auvélais. Ce dernier volet interroge le concept « d'alternative » qui fait florès ces derniers temps : alternative à quoi, pourquoi, pour quoi ? Qu'est-ce que ces alternatives créent de neuf pour un changement social, et en quoi remettent-elles en cause le système dominant ? Avec quelles vigilances pour y parvenir ?

Mots-clés : *Alternative – Capitalisme – Changement social – Néolibéralisme*

Introduction

Dans les précédents volets de cette analyse¹, plusieurs expériences « alternatives » ont été développées, en particulier le Squat 123 à Bruxelles, la maison de quartier La Rochelle à Charleroi et la société coopérative Brillo à Auvélais. Des liens ont été faits avec d'autres alternatives qui émergent dans les pays du Sud : des luttes et des formes d'action se rejoignent dans les deux hémisphères.

Les alternatives sont aujourd'hui foisonnantes et variées. Pourquoi s'être intéressé à celles-là ? Entre autres parce que l'option était de partir d'expériences qui sont menées au cœur de lieux de fractures, c'est-à-dire là où se jouent des exclusions sociales, culturelles, économiques... Ces lieux de violence, où des personnes se retrouvent à la marge et voient leurs droits fondamentaux bafoués, sont aussi des lieux où s'imaginer et se construit un autre projet de société. Les trois premières parties de l'analyse ont démontré que les intelligences collectives peuvent être sources de résistance et germes d'un changement social. Et combien, dans la survie, il y a une imagination possible pour résister aux logiques qui oppriment.

On aurait pu aussi s'intéresser à la débrouille des individus au quotidien : comment chacun-e, à la marge, développe des stratégies, des alternatives pour résister et survivre face au rouleau compresseur néolibéral. Les expériences développées précédemment, au Nord comme au Sud, étaient plutôt portées collectivement et se sont structurées au fil des années sous une forme associative. Ce qui est central, c'est que ces associations entendent mener un travail alternatif

¹ *Lieux de fractures, lieux d'alternatives*, Namur, Cefoc, analyses 5, 6 et 7, juin 2015. La première partie (*Droit au logement, squat et occupation solidaire*) détaille l'expérience du squat 123 à Bruxelles et le Mouvement des Sans-Terre. La deuxième partie (*Droit à l'alimentation, jardin et coopérative d'achats communautaires*) explore les projets menés par la maison de quartier La Rochelle à Charleroi, ainsi que des initiatives de permaculture et d'agro-écologie au Nord et au Sud. La troisième partie (*Droit à l'emploi, société coopérative et revalorisation de vélos*) développe l'action menée par Brillo, qui œuvre dans le champ de l'économie sociale et solidaire, ainsi que des expériences de coopératives et d'entreprises récupérées.

pour, mais aussi *avec* et *par* des personnes en situation de précarité. Ces alternatives visent à permettre à chacun-e de se remettre debout, avec d'autres, pour une vie digne. Elles refusent « *la place assurément disqualifiante que la société assigne à ces 'sans' et qui s'engagent concrètement [...] dans des pratiques de changement qui interpellent l'ordre injuste de notre monde* »².

Mais la débrouille et l'inventivité dont font preuve des individus et des collectifs ne pourraient-elles pas faire l'affaire des pouvoirs publics, qui se déchargent alors d'une partie importante de leur responsabilité : assurer que tous et chacun puissent voir leurs droits fondamentaux respectés ? En quoi les alternatives sont réellement des alternatives, en quoi remettent-elles fondamentalement en cause le système dominant ? Qu'est-ce qu'elles créent de neuf pour un changement social ? Avec quelles vigilances pour y parvenir ? Ce sont là les questions traitées dans ce dernier volet de l'analyse.

Alternatives : à quoi, pourquoi, pour quoi ?

La notion d'alternative, largement utilisée aujourd'hui sans doute parce qu'elle a une forte charge symbolique, est plutôt « fourre-tout » : un flou entoure le concept. Le terme est utilisé pour définir des discours, des initiatives, des réalités multiples.

Tout d'abord, le terme « alternative » suggère qu'il y a possibilité d'un choix. Le concept ne prend son sens que s'il y a deux options. On parle ici d'alternatives au pluriel : l'autre option n'est pas unique, il y a divers possibles qui s'ouvrent. Si le mot « alternatives » est employé au pluriel, c'est qu'il existe aussi un système qu'il faut changer, et que celui-ci suppose d'agir à plusieurs niveaux, en divers temps, avec une multitude d'acteurs et dans des espaces différents. Mais quel est ce « système » ? En contre-point de quoi se développent les alternatives ? Dans le cas des expériences décrites dans les trois précédents volets, le système capitaliste néolibéral est généralement pointé comme étant à la base des injustices et des mécanismes de domination contre lesquels il faut agir. Mais ce n'est pas toujours énoncé aussi clairement. Et certains refusent de se définir en faisant appel au système capitaliste : être « alter-capitaliste », c'est encore se définir par ce que l'on combat. Reste que beaucoup d'alternatives, qui naissent aujourd'hui dans des champs multiples de l'activité humaine et qui se revendiquent comme telles, ne nomment pas explicitement leur « adversaire », ce contre quoi elles agissent. Ce qui est plutôt mis en avant, ce sont des valeurs, des principes qui sont partagés par les différents acteurs³.

Il est vrai que « l'alternative » ne se limite pas à une situation qu'on dénonce : ça renvoie aussi à un projet positif, à une situation qu'on cherche à atteindre. Le refus doit s'accompagner d'une affirmation : « nous ne voulons pas cela ; nous voulons ceci ». Bref, parler d'alternative, c'est aussi inscrire son action dans le sens d'un certain projet de société. C'est se demander : quel modèle de société voulons-nous construire ?

Des valeurs et des contre-valeurs

Si on peut se sentir pleinement heureux quand nos valeurs sont respectées et peuvent s'épanouir, à l'inverse, les contre-valeurs se rapportent à ce qui est peu ou pas supportable pour chacun-e. Les valeurs contribuent à donner du sens à la vie, tandis que les contre-valeurs en menacent plutôt le sens. On s'arrange donc pour ne pas ou plus les vivre, voire pour y résister et pour les combattre, dans sa vie personnelle et/ou avec une visée de changement social. Quelles sont les valeurs et contre-valeurs que l'on peut repérer aujourd'hui dans le foisonnement des alternatives ?

Modestement, on développera ici ce qui ressort des initiatives qui ont été développées dans les trois précédents volets.

² T. DAWANCE, *Les squats collectifs autogérés, une réponse à la crise urbaine*, La revue nouvelle, n°2, février 2008, p.3.

³ L. DELCOURT, *Pour une grammaire des alternatives : concept, champ normatif, principes d'ordonnement*, CETRI, septembre 2006.

Tout d'abord, ces démarches collectives se démarquent d'un individualisme égocentrique et rejettent la mise en concurrence des personnes. Les valeurs de *solidarité* et d'*entraide* sont au cœur des projets. La *mise en commun* de ressources (matérielles ou autres) pratiquée dans le squat 123, à travers des coopératives ou des démarches de développement communautaire comme à La Rochelle, viennent en contre-point de l'importance accordée aujourd'hui à la propriété privée (besoin de posséder pour soi-même) mais aussi à l'hyper-responsabilisation des individus face à des problèmes d'ordre collectif (en matière de santé⁴, d'emploi⁵, etc).

Il s'agit aussi de faire le *pari de la confiance* envers l'autre, plutôt que d'entrer dans la culture ambiante de la méfiance, alors même que les politiques néolibérales amènent à des logiques de conditionnalité des droits et de contrôle (on peut penser ici aux politiques d'activation et de lutte contre la fraude sociale auprès des chômeurs).

Plusieurs de ces initiatives remettent en question la place centrale qui est accordée aujourd'hui à l'emploi pour exister dans la société. Contrairement au « tout à l'emploi », où il faut être « employable » sous peine d'être considéré comme citoyen de seconde zone, inutile au monde, ces initiatives permettent à chacun d'*avoir une place* reconnue, au départ de ce qu'il peut apporter aux autres et au projet. Dans le cas de l'économie sociale, il s'agit de permettre l'accès à un emploi digne, qui articule les dimensions sociale et économique.

Par ailleurs, une forme de *don* et de *gratuité* est mise en avant, qui s'exprime par exemple dans l'importance accordée au bénévolat à la Rochelle ou au squat 123. On pense aussi à la pratique du « prix libre » pratiquée dans ce squat.

La *co-construction* est au cœur des projets. Chacun est considéré comme ayant des ressources à mettre au service des autres, et ce à *son rythme*. Ce qui est éloigné de la mise en compétition entre individus, du culte du mérite et de la performance mis en avant par le modèle néolibéral.

L'homme contemporain est appelé à exister sans lien : cette « dé-liaison » est vantée comme une libération par la grande machine publicitaire (« soyez libres et sans attaches »). À contre-courant de la « société liquide »⁶, où l'idéologie néolibérale engendre toujours plus de fragilité des liens entre les hommes, ces expériences misent clairement sur la *force du lien* et poursuivent un objectif de *reliance*⁷ entre personnes, entre groupes... C'est en quelque sorte aussi des projets qui cultivent la logique d'*inter-dépendance*, plutôt que celle qui consiste à faire croire que l'individu peut exister seul, délié des autres. Comme si l'individu était l'unique responsable de ses conditions d'existence, dans ses réussites (le mythe du « *self made man* » à l'américaine) et dans ses échecs (le credo néolibéral : « *Si tu veux, tu peux* »).

Face à la sinistrose ambiante, au sentiment d'être dépossédé de tout pouvoir d'action, ces initiatives font également vivre au quotidien le principe de *participation*. Par exemple, elles se dotent de moyens de gestion participatifs (se concerter, organiser, prendre des décisions, évaluer ensemble...). Il en est ainsi au squat 123 qui fonctionne en auto-gestion, à La Rochelle qui adopte l'approche du développement communautaire, dans les expériences de coopératives au Nord comme au Sud...

De plus, dans un monde de surproduction d'objets et de produits, où l'obsolescence est programmée, où la culture consumériste s'impose largement, plusieurs des expériences développées valorisent aussi le *recyclage*, la réparation, la ré-utilisation des objets. On pense à la friperie ou à la table d'hôte au squat 123, aux services de meubles et vêtements à La Rochelle, au projet « Un vélo pour dix ans » à Brillo, mais aussi aux Repair Cafés par exemple.

Fondamentalement, toutes ces initiatives cherchent à *replacer l'humain au centre* des préoccupations, et non pas l'argent, la rentabilité, la valeur marchande...

⁴ Voir notamment M. COMPÈRE, *Soins de santé : qui paye la f(r)acture ?*, analyse 3, Namur, Cefoc, 2012.

⁵ Voir notamment P. PIERSON, *Le monde fantastique de la recherche d'emploi (I) Les représentations actuelles de l'emploi dans le monde des offres d'emploi*, analyse 5, Namur, Cefoc, 2010.

⁶ Terme employé par Zygmunt BAUMAN, sociologue.

⁷ Voir M. BOLLE DE BAL, *Reliance, déliance, liance : émergence de trois notions sociologiques*, revue Sociétés, n°80, Bruxelles, De Boeck, 2003.

Des « clés » de développement

En observant de plus près ce qui fait « battre le cœur » de ces alternatives, on peut repérer une série de facteurs qui ont pu favoriser leur déploiement au fil du temps.

Tout d'abord, les différents projets *partent des personnes, en les rejoignant dans leurs conditions d'existence, dans leurs réalités et leurs besoins*. En se solidarisant, on cherche à se (re-)donner un pouvoir d'action au niveau local.

Toutes ces expériences cultivent l'espoir du changement, en misant sur la *créativité collective*.

Il y a aussi une grande part de convivialité. L'*hédonisme* est un moteur important : le sens du plaisir partagé, de la fête est important (on pense aux activités culturelles ou à la table d'hôte au squat 123, aux moments festifs organisés dans les acapamento au Brésil, aux fêtes de quartiers à La Rochelle...).

Ce sont aussi des *projets intégrés* : ils tiennent compte de différentes dimensions de la vie humaine (besoins primaires, affectifs, sociaux, de recherche de sens...), alors qu'on baigne dans des sociétés où ce qui devrait donner sens à l'existence serait avant tout et peut-être même uniquement l'accumulation de biens et les valeurs matérielles.

Dans plusieurs expériences, au Nord comme au Sud, on trouve aussi une part de *transgression*. Avec le squat 123, avec les entreprises récupérées en Argentine, avec les occupations des paysans sans-terre au Brésil, on retrouve l'audace de braver certains interdits, pour pousser au changement social, pour « forcer » l'innovation, en particulier quand des droits sont bafoués. C'est la revendication, en quelque sorte, d'une forme de « liberté d'entreprendre » : un détournement de cette sacro-sainte valeur néolibérale !

Par ailleurs, les projets qui sont développés ne sont pas le fait de politiques dictées d'en-haut. Ils sont construits par, pour et avec les personnes, et avec une large *autonomie* d'action. La plupart des initiatives présentées sont *inscrites dans la durée*. Elles *respectent le rythme, les besoins et les motivations* des acteurs du projet, en s'autorisant à explorer de nouvelles voies sans être certain de l'issue. Situation bien différente lorsque des initiatives sont subsidiées par exemple, obligeant bien souvent à cloisonner l'action, à l'inscrire dans un temps plus court, à la soumettre à des objectifs définis de l'extérieur, etc.

La résistance s'opère aussi par l'action concrète, située dans l'« *ici et maintenant* ». On agit avant tout à l'échelle « micro », là où le citoyen garde une possibilité d'action. Mais dans le même temps, les acteurs de ces projets cherchent à créer des synergies, à *travailler en réseau* avec d'autres associations... pour mener des actions et des réflexions à une échelle plus large. Car des pièges existent : rester auto-centré dans une forme de repli communautaire, rechercher la simple satisfaction de besoins individuels (ou de groupe), en se déliant des enjeux globaux et de la poursuite du bien commun. Ainsi, le squat 123 ne veut pas être un « ghetto » mais s'ouvrir à d'autres expériences et se relier à d'autres acteurs pour faire évoluer les politiques de logement ; à la Rochelle, on travaille avec d'autres partenaires du Nord comme du Sud pour organiser des événements, pour faire changer des politiques en matière de lutte contre la pauvreté, etc.

En ce sens, *l'action locale cherche à s'articuler à une action plus globale et/ou à des processus de conscientisation* afin que le changement advienne non seulement pour une communauté restreinte, mais aussi pour la société de manière plus large. Il s'agit de faire évoluer le cadre pour tous, d'aller vers un changement structurel. Voilà qui amène à considérer un ingrédient essentiel pour qu'une alternative soit réellement porteuse de changement social : le rapport au politique.

Le rapport au politique

On peut dire qu'on vit actuellement une rupture avec les mouvements qu'on a connus précédemment : la prise du pouvoir n'est plus l'objectif central⁸. Pour beaucoup, on trouve cette peur d'être récupéré par le pouvoir en place. Au point que des initiatives se construisent

⁸ F. AUBENAS, M. BENASAYAG, *Résister c'est créer*, Paris, La Découverte, 2002.

bien souvent à côté de la sphère politique et souhaitent ne pas entrer en interaction avec elle. En tous cas, la voie qui est souvent choisie, pour reformuler le rapport au politique, est celle de la participation plutôt que celle de la représentation ou de la délégation.

Le mouvement naissant, « Tout autre chose » ou encore l'expansion des « Villes en transition » sont-ils des phénomènes politiques ? Au sens partisan du terme, non. Mais ils le sont sans doute en un sens plus profond : ils interrogent le vivre-ensemble et le rapport à la Cité. Si nombre d'initiatives ont lieu de manière expérimentale « par le bas », elles peuvent malgré tout avoir une portée politique dans le sens où elles contestent l'hégémonie de l'idéologie néolibérale, le fait que l'économie fonctionne de manière déconnectée par rapport aux sphères sociale et politique, et plus encore, instrumentalise celles-ci. C'est le cas des initiatives qui ont été détaillées dans la première partie de l'analyse.

Pour qu'une initiative soit porteuse d'un changement social, sans doute faut-il assumer une nécessaire complémentarité entre le niveau local et global ; entre alternative concrète et située, et contre-modèle théorique, plus universel ; entre un agir « ici et maintenant » et une vision d'avenir, un projet de société.

Avec Touraine⁹, on peut ajouter que, pour qu'il y ait changement social, le groupe qui mène une action doit pouvoir se caractériser par trois principes : l'identité (« qui lutte ? », c'est-à-dire la définition de l'acteur par lui-même, la possibilité de s'identifier à un « nous » rassembleur) ; la définition de l'adversaire (« contre quoi/qui on lutte ? », ce qui produit le conflit, la situation jugée insatisfaisante) ; la totalité, la cause commune (« pourquoi on lutte », au nom de quoi on mène l'action).

Identifier l'adversaire, c'est, par exemple, faire l'analyse des rapports sociaux qui sont à l'œuvre. C'est aussi faire la critique de la fonction économique : dans son organisation actuelle, elle ne remplit pas son rôle d'assurer à l'ensemble des êtres humains de quoi vivre dignement. Dans le système capitaliste, l'économie est appelée à fonctionner comme une « bulle », comme si elle était déconnectée des autres dimensions de la vie humaine. Identifier l'adversaire, c'est aussi adopter une perspective éthique : le système capitaliste laisse la majorité des êtres humains sur la planète vivre dans des conditions indignes matériellement, socialement, culturellement. On le voit avec l'accumulation sans fin du capital, la recherche de performance et de compétitivité, l'exploitation des humains, la destruction de l'environnement : tout devient marchandise.

Si d'aucuns considèrent que la multitude d'alternatives qui naissent à travers le monde finiront bien par inverser la donne, on peut aussi gager que le passage d'un changement individuel à un changement collectif reste incertain s'il n'y a aucune connexion au politique. Notamment, le droit reste un levier puissant de changement pour toute la société. De même, si ces initiatives restent éclatées et ne se fédèrent pas autour d'un « nous » et de valeurs qui rassemblent et donnent du poids à l'action, le risque est qu'il n'y ait pas de « montée en généralité » vers un autre projet de société. On passe d'une intelligence collective à une intelligence véritablement citoyenne dans la mesure où un groupe se mobilise pour une cause commune, qui le dépasse. Autrement dit, quand on passe du « je » (l'individu) au « nous » (le groupe, la communauté) mais aussi au « nous tous » (la société)¹⁰.

La grille proposée par Touraine induit aussi l'idée d'un rapport de force. Comme on l'a vu dans les précédents volets de l'analyse, il s'agit de lutter, de combattre, de résister, avec la force de la proposition. À ce niveau, il semble aussi important de cultiver une forme « d'expertise ». La perspective capitaliste et néolibérale s'impose comme la meilleure et la seule voie du bien-être : pour faire face à ce credo, les collectifs doivent pouvoir se réapproprier l'expertise, déconstruire les évidences du modèle néolibéral et proposer des contre-modèles. C'est par exemple un des défis des acteurs de l'économie sociale et solidaire, ou encore avec des modèles agro-écologiques développés dans les pays du Sud¹¹. Cultiver cette expertise, c'est se donner la possibilité de comprendre le monde en dehors de la pensée unique, de développer un esprit critique et de se réapproprier du pouvoir sur les décisions politiques. À ce titre, l'éducation populaire joue un grand rôle : c'est une dimension qui est bien présente dans le

⁹ *La Voix et le Regard*, Paris, Seuil, 1978.

¹⁰ M. HANSOTTE, *Mettre en œuvre les intelligences citoyennes*, Le Monde selon les femmes, 2013.

¹¹ Voir les précédents volets de l'analyse, cités plus haut.

projet de développement communautaire à La Rochelle, dans les coopératives d'autrefois et d'aujourd'hui ou encore dans le mouvement des sans-terre au Brésil... Comme l'affirme Majo Hansotte : « *Le propre de l'éducation populaire est de permettre concrètement à des groupes de reconstruire des rapports offensifs, à travers des interactions fortes entre les expériences vécues comme injustes ou comme réussies et les apprentissages qui en découlent. À partir de là, on peut rechercher comment modifier le rapport au pouvoir subi : retrouver le pouvoir personnel de dire, de refuser ou d'entreprendre une action, soit 'le pouvoir de' ; mais aussi retrouver l'intelligence collective du 'pouvoir avec', le pouvoir collectif d'entreprendre un combat, une action.* »¹²

Des utopies créatrices

Au terme de ce parcours qui a exploré des alternatives émergeant au cœur de lieux de fractures, on peut dire que les valeurs et les actions qui sont portées par ces différents acteurs ne manquent pas de donner du souffle. Comme le dit si justement Claire Wiliquet : « *Si l'on regarde aujourd'hui l'ampleur des transformations nécessaires pour arriver à une société plus respectueuse des hommes et de l'environnement, le fossé semble immense, et chaque initiative, prise séparément, semble dérisoire. Par contre si ces initiatives sont multiples et éparses, elles s'inscrivent dans la visée commune d'une société plus juste. Aucune organisation ne parviendra à elle seule à amener un changement du système social, mais si on les considère dans leur complémentarité, œuvrant chacune à des niveaux différents, mais dans la même direction, alors l'espoir est de nouveau permis.* »¹³

Et pour clôturer ce voyage, un détour par Buenos Aires et le Manifeste du Réseau de Résistance Alternatif¹⁴...

« Nous vivons une époque profondément marquée par la tristesse qui n'est pas seulement la tristesse des larmes mais, et surtout, la tristesse de l'impuissance. Les hommes et les femmes de notre époque vivent dans la certitude que la complexité de la vie est telle que la seule chose que nous puissions faire, si nous ne voulons pas l'augmenter, c'est de nous soumettre à la discipline de l'économisme, de l'intérêt et de l'égoïsme. [...] Rompre l'isolement, créer des solidarités est le début d'un engagement, d'une militance qui ne fonctionne plus 'contre' mais 'pour' la vie, la joie.

La résistance passe par la création d'alternatives. Résister c'est construire des millions de pratiques, de noyaux de résistance ; [...] construire, ici et maintenant, les réseaux et liens de résistance qui libèrent [...]

Le capitalisme ne peut exister sans sérialiser, séparer, diviser. Et la séparation triomphe lorsque, petit à petit, les gens, les peuples, les nations vivent dans l'obsession de l'insécurité. Rien n'est plus facile à discipliner qu'un peuple de brebis toutes convaincues d'être un loup pour les autres.

Le capitalisme nous souhaite isolés et tristes, sachons être joyeux et solidaires ! »

Vanessa DELLA PIANA,

Formatrice permanente au Cefoc

¹² M. HANSOTTE, op.cit., p.49.

¹³ *Les voies des alternatives*, Centre Avec, novembre 2011.

¹⁴ Disponible dans son intégralité sur le site du Collectif « Malgré tout » : <http://malgretout.collectifs.net/spip.php?article4>.

Pour aller plus loin

Florence AUBENAS, Miguel BENASAYAG, *Résister c'est créer*, Paris, La Découverte, 2002.

P. KABONGO (coord.), *Sortir ou ne pas sortir du capitalisme*, Namur, Cefoc, 2013.

Claire WILQUET, *Les voies des alternatives*, Centre Avec, novembre 2011.

Un outil intéressant pour évaluer une action alternative : la « grille de Chamrousse », développée par Culture et Liberté et disponible en ligne sur le site :

www.laag.fr/site/wp-content/uploads/2014/08/20141010-GrilleAnalyseAction.pdf.